L'actu du jour

Comment la France se prépare-t-elle à lutter contre le terrorisme ?

Deux semaines après l'attentat contre Charlie hebdo, le premier ministre a présenté les différents moyens grâce auxquels la France allait se protéger des terroristes : des moyens humains, financiers et technologiques.

Le 21 janvier, le premier ministre, Manuel Valls, a présenté les nouvelles mesures de sécurité pour lutter contre le terrorisme en France. (© Philippe Wojazer/POOL/AFP).

Une plus grande surveillance

Aujourd'hui, 122 000 gendarmes, policiers et militaires sont chargés de la sécurité de lieux qui pourraient être la cible d'attentats : des synagogues (lieux de culte de la religion juive), des mosquées (lieux de culte de la religion musulmane), des écoles juives, des écoles musulmanes et des bâtiments publics (postes, gares, musées…).

3 000 personnes sont surveillées de près. Ces personnes appartiennent, ou ont appartenu, à des groupes terroristes étrangers. On considère qu'elles pourraient devenir des terroristes en France.

De plus, les personnes qui ont déjà été condamnées pour terrorisme, et qui ont été libérées, seront réunies dans un fichier spécial qui permettra de mieux les surveiller.

Des policiers plus nombreux et mieux armés

2 680 emplois vont être créés dans tous les services chargés de lutter

Pourquoi en parle-t-on ?

Le mercredi 21 janvier, le Premier ministre français, Manuel Valls, a annoncé les actions que la France allait mettre en place pour lutter contre le terrorisme. Des mesures destinées à éviter qu'un drame comme celui de Charlie hebdo ne se reproduise.

contre le terrorisme : la police, la justice, l'armée…
Les policiers vont être équipés de gilets pare-balles, afin d'être mieux protégés lors d'attaques à l'arme à feu.

Pour éviter qu'il y ait encore plus de terroristes

La prison est souvent le lieu où les jeunes délinquants deviennent des terroristes. Pourquoi ? Parce que les conditions de vie y sont difficiles : les prisonniers sont entassés et ils ne savent pas quoi faire de leur journée. À cause de ces conditions de vie très dures, certains jeunes détenus, en colère, sont attirés par l'extrémisme. Ils pensent que c'est la solution à leur problème.
Le gouvernement va faire en sorte d'améliorer les conditions de vie des prisonniers pour qu'ils ne soient pas tentés par l'extrémisme.

Informer chaque citoyen

Pour que chaque citoyen soit informé sur la manière dont les terroristes s'y prennent pour recruter les jeunes, un site Internet va être mis en ligne dans quelques jours. Il permettra de repérer les discours ou les comportements à risques.

Une punition symbolique en plus ?

Une peine d'indignité nationale a été proposée. Qu'est-ce que c'est ? C'est une sanction qui consiste à priver une personne de ses droits de citoyen : droit de vote, droit d'être élu, droit d'exercer un métier de fonctionnaire…
Tous les hommes politiques ne voient pas l'intérêt de cette peine : si elle est décidée, elle sera surtout symbolique car les terroristes se moquent bien de voter ou de devenir fonctionnaires…

De grandes dépenses

L'ensemble de ces mesures va coûter très cher : près de 735 millions qui seront dépensés durant les trois prochaines années. Mais toutes ces mesures seront-elles suffisantes pour assurer la sécurité des citoyens ?
Peut-être est-ce aussi l'affaire de tous, en faisant plus d'efforts pour comprendre l'autre…
Pour en savoir plus, tu peux aussi regarder la vidéo que nous avons consacrée à la lutte contre le terrorisme en cliquant ICI !

Consulter cet article sur le site 1jour1actu.com